

Les Hmong

Les **Hmong** sont un groupe ethnique d'Asie du Sud, présent au Sud de la Chine (principalement dans la province du Guizhou), et au Nord de tous les pays de l'Indochine au sein d'une région appelée « Zomia ».



Femmes Hmong en costume traditionnel avec des motifs fleuris.

Origines

Les Hmong sont originaires des régions montagneuses du Sud de la Chine, où ils sont officiellement intégrés dans la « nationalité » *Miao* qui inclut différents sous-groupes tels que les *Hmu*, les *Kho Xiong* et les *A hmao*. En république populaire de Chine, au Viêt Nam, au Laos, en Thaïlande, en Birmanie et au Cambodge, la législation différencie la « citoyenneté » selon le droit du sol également appliquée à tous les habitants de la « nationalité » au sens d'ethnie appliquée selon le droit du sang à telle ou telle population identifiée par la langue, ses origines et sa culture spécifique : c'est ce qui permet de dénombrer les Hmong aux recensements.

Histoire



Si les *San Miao* des anciennes chroniques chinoises ont bien un lien avec les Hmong actuels, alors leur origine est à rechercher dans les bassins du fleuve Jaune aux côtés des premiers Hans.

Les seuls mouvements migratoires *miao* anciennement attestés par écrit sont ceux signalés par les chroniqueurs chinois : le reste, et notamment les hypothèses émises par les ethnologues anglophones ou les missionnaires français, n'est que présomptions basées sur des indices interprétables, génétiques, étymologiques, ethnologiques et linguistiques.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, les populations Hmong (*Miao*), lumien (*Yao*), Lahu (*Yi*), Akha (*Hani*) et les Haw (*Hui*) sont passées d'une vie sédentaire avec agriculture et élevage de bétail au centre de la Chine, à des révoltes périodiques contre l'Empire chinois dont la répression les a rendus nomades et les a poussés à se réfugier dans les montagnes des provinces du Yunnan, du Guizhou et du Guangxi et plus loin en Indochine.

Les Hmong nomades franchirent la frontière sino-laotienne pour aller s'établir dans les régions suivantes : Nong Het, Hua Phan, Phongsaly, Oudomxay, ou encore de Muang Sing en raison du manque de terres disponibles, sous la dynastie Qing de gouvernance mandchoue. C'est dans les montagnes de l'actuel Laos qu'ils furent financièrement incités par les Français à cultiver le pavot et à produire de l'opium pour l'exporter vers la Chine (dont la France convoitait alors le Yunnan), dans le contexte des guerres de l'opium.

Pendant la guerre d'Indochine au Laos, et pendant la guerre du Viêt Nam dans le contexte de la guerre froide qui, ici, était « chaude » et particulièrement sanglante, la CIA et les États-Unis les utilisèrent comme supplétifs, leur fournirent de l'armement et achetèrent à leur tour leur production d'opium : de ce fait, les Hmong engagés dans ce conflit du côté occidental, étaient promis à une mort certaine par les combattants communistes en tant que « laquais des envahisseurs impérialistes ».

Hmong du Laos et du Tonkin

Les Hmong connurent des débuts paisibles au Laos et au Tonkin, vivant en autarcie sur les sommets des montagnes. Les Français, comme les Laotiens, les appelaient *Méo*, une déformation du Miao chinois. L'accumulation des taxes et de divers impôts par les autorités coloniales, ainsi que le fait d'être administrés systématiquement par des non-Hmong souvent corrompus, sont autant de facteurs qui amenèrent les Hmong à se soulever contre le colonisateur. Cette révolte nommée « Guerre du Fou » dura cinq ans (1917-1922), jusqu'à la mort de son leader Pa Chay. Cet épisode amena les Français à changer leur politique. Ils encouragèrent la production d'opium, mais aussi les cultures vivrières et la prédication des missionnaires, et désignèrent des interlocuteurs hmong comme Ly Foung.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Indochine française, gouvernée par l'amiral Jean Decoux du régime de Vichy collaborant avec l'occupant japonais, se trouve *de facto* dans l'Axe, bien qu'officiellement neutre : elle est donc coupée de ses sources d'approvisionnement en opium que sont l'Iran, la Turquie et l'Inde, or les revenus de l'opium sont capitaux pour le financement de l'administration française. Ainsi, l'administration française encouragea et même organisa la production et le commerce d'opium (qu'elle avait réprimés dans l'entre-deux-guerres) sur les hautes terres du Laos et Tonkin. La production décupla presque, passant de 7,5t en 1940 à 60,6t en 1944, principalement produites dans les provinces de Xieng Khouang au Laos et au Nord-Est-Tonkin, pays Taï où vivent de nombreux Hmong. L'administration ne contrôla pas directement la production, mais utilisa les chefs « Meo » locaux, comme Touby Lyfoung au Xieng Khouang.

Quelques personnalités

Cela permit à Touby Lyfoung d'envoyer ses enfants à l'école, fait rare à l'époque. Son éducation et ses talents de bureaucrate valurent à Lyfoung de gravir rapidement les échelons dans l'administration coloniale du Protectorat français du Laos pour devenir l'un des grands leaders hmong de l'histoire récente. Pour le régime de Vichy, il participa au trafic d'opium de l'État français à la Régie de l'Opium du service des Douanes. Il occupa successivement les postes de ministre de la Santé, de ministre des Postes et Télécommunications et de Conseiller du roi Sisavang Vong. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que la France s'oppose cette fois aux Japonais, Lyfoung est le meneur des Hmong de Xieng Khouang pour aider l'armée française à reconquérir la ville et reprendre le contrôle du pays. Il profita de son rang de dirigeant pour pousser les Hmong à l'éducation d'un côté et à combattre les communistes vietnamiens de l'autre. Après son décès, il reste pour les Hmong de la diaspora une figure de première importance.

Faydang Lobliayao, lui, est un leader « Hmong rouge » qui se range au contraire aux côtés des communistes vietnamiens lorsque les Japonais chassent les Français d'Indochine et proclament le 8 mars 1945 l'indépendance du Viêt Nam, du Laos et du Cambodge. Il devient vice-président de l'Assemblée nationale du Laos.

Par la suite, les Français ont employé des Hmong, connus pour leur efficacité à se déplacer en milieu difficile et hostile, lors de la bataille de Diên Biên Phu contre le Viêt Nam communiste dans le cadre de l'Opération D.

La guerre civile laotienne constitue un théâtre d'opérations annexe de la guerre du Viêt Nam. En 1962, les États-Unis recrutent les guérilleros hmong commandés par le général Vang Pao pour combattre les soldats nord-vietnamiens au Laos. Cette opération appelée « US Secret War » a été financée par la CIA. Elle consistait à « sécuriser » la zone et à récupérer les pilotes américains abattus en venant bombarder la piste Hô Chi Minh. Quand les Américains, vaincus sur les plans politique et diplomatique, durent se retirer du Viêt Nam en 1975, ils abandonnèrent tous leurs supplétifs en fermant les camps d'entraînement, en suspendant toute aide militaire et financière au Laos et aux Hmong, et en refusant d'exfiltrer leurs alliés quand le Pathet Lao communiste prit le contrôle du pays. Les Hmong communistes, comme Faydang Lobliayao, accédèrent au pouvoir, tandis que les Hmong pro-royalistes alliés des Français puis des Américains, furent enfermés dans des camps de travaux forcés ou bien, quand ils tentèrent de résister, tués. Leur leader politique, Touby Lyfoung, fut emprisonné et mourut en détention, tandis que leur leader militaire, Vang Pao, parvint à quitter le pays et à trouver refuge aux États-Unis.

Les Hmong persécutés au Laos offrirent leur assistance à la Chine lorsque celle-ci s'opposa à leur persécuteur, le Viêt Nam, en 1974.

La méfiance vietnamienne envers les Hmong est une suite du conflit hmong : les reportages dans la presse occidentale de Philip Blenkinsop en 2002, de Thierry Falise en 2003, de Grégoire Deniau et Cyril Payen en 2005, et de l'américain Roger Arnold en septembre 2006, ont montré la situation désastreuse de plusieurs groupes de Hmong dans la jungle laotienne. Ne pouvant pas fuir le pays, ils vivent de trafics (notamment d'opium) et de braconnage, en guérilleros rebelles, et sont à ce titre traqués et exterminés depuis plus de trente ans par l'armée vietnamienne présente au Laos, ainsi que par les autorités laotiennes. Ceux d'entre eux qui y parviennent s'enfuient en Thaïlande d'où certains peuvent être accueillis dans divers pays occidentaux. Cependant, beaucoup aussi restent dans une situation délicate au Laos. En Thaïlande, concentrés dans des camps à ciel ouvert, ils n'ont pas le statut de réfugiés, mais celui « d'immigrants économiques illégaux » et ne survivent que grâce aux ONG. Environ dix mille d'entre eux sont enfermés dans ces camps de prisonniers, dans la province de Phetchabun, par exemple, ou dans d'autres prisons du Nord et du centre de la Thaïlande. La situation humanitaire y est préoccupante comme en témoigne « Médecins sans frontières » qui a eu accès aux Hmong des camps et des prisons thaïlandaises.

Le 28 décembre 2009, la Thaïlande a commencé l'expulsion de 4 000 Hmong au Laos contre leur gré, malgré les protestations internationales. Médecins sans frontières a publié un rapport à ce sujet. Afin de protester contre ce qu'il considérait être un génocide, le colonel Robert Jambon s'est suicidé le 27 octobre 2011, d'une balle dans la tempe, debout face à la pagode des morts indochinois, route de Dinard à Dinan.

Hmong en Guyane

En 1977, 145 Hmong sont installés par la France dans le département de Guyane. Ils seront ensuite rejoints par d'autres dans les années suivantes.

En l'an 2000, environ 1 600 Hmong (statistiques françaises) vivent en Guyane, dont la moitié a moins de 18 ans. Ils sont répartis en quatre villages qu'ils ont eux-mêmes construits :

1. Cacao créé en 1977 en pleine forêt, d'accès difficile ;
2. Javouhey, fondé en 1979, à 30 km de Saint-Laurent-du-Maroni, sur le site de l'ancienne léproserie de l'Acarouany, fondée en 1822 par la mère Javouhey
3. Rococoua, fondé en 1990 aux environs d'Iracoubo avec une quinzaine de familles
4. Corrossony, fondé vers 1990 aux environs de Régina avec une douzaine de familles dont la plupart vivaient en France métropolitaine avant de venir s'installer en Guyane française.

Il s'agit de descendants de groupes villageois originaires du Laos. Fuyant l'état communiste, ils sont internés en 1975 dans des camps de réfugiés thaïlandais. La reconnaissance par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés de leur statut de réfugiés politiques leur permet d'être accueillis dans divers pays occidentaux. Les États-Unis en accueilleront quelque 100 000 et la France 10 000. On leur prépare en Guyane des villages créés de toutes pièces avec l'idée d'y transférer des groupes de familles pouvant retrouver leurs conditions de vie antérieures.

Les Hmong arrivent en Guyane en 1977. Ils y ont été installés dans l'idée de peupler la Guyane et y développer l'agriculture. Ce projet s'insérait dans le « Plan Vert », lancé par le secrétaire d'État aux DOM-TOM de l'époque, Olivier Stirn. Il partait d'un constat accablant pour ce département d'outre-mer : sous-peuplée, la Guyane ne comptait que 55 000 habitants pour un territoire représentant un cinquième de la métropole, avec des ressources très peu exploitées (hormis l'orpaillage) et une activité économique très réduite et dépendante de la métropole.

C'est avec l'aide d'un président de Conseil régional d'origine asiatique, le docteur Ho-A-Chuck, favorable à leur installation, ainsi que celle des organisations catholiques sollicitées par le père Yves Bertrais (décédé le 27 mai 2007, co-inventeur de l'alphabet hmong appelé alphabet Barney-Smalley) qu'ils ont reçu l'autorisation de s'y installer. Pierre Dupont-Gonin a également participé à leur accueil en Guyane et en témoigne dans son ouvrage.

À l'origine de cette initiative on trouve la réflexion stratégique et prospective de l'amiral Marcel Flichy qui prend sa source dans sa double expérience de l'Indochine, relatée dans le livre *Les corsaires de la Baie d'Along* de Michel Girard et *Marine Indochine* de Jacques Mordal, et de l'Algérie, où, en tant que dernier commandant de la DBFM à Nemours en 1962, il avait pris l'initiative, contre sa hiérarchie, de sauver ses harkis en les installant en France, à Largentière en Ardèche. C'est en tant que responsable des relations internationales du Secours catholique et de *Caritas Internationalis* qu'il proposa ce projet de sauvetage et le négocia âprement avec le gouvernement français.

Hmong en France métropolitaine

Leur nombre est estimé à près de 20 000, pour la plupart dans les régions de Paris, Toulouse, Chartres, Rennes, Amboise, Tours et Nîmes, où ils sont exploitants agricoles.

Hmong aux États-Unis d'Amérique

Avec un effectif estimé à près de 60 000, l'immigration hmong aux États-Unis date des années 1970-1980 et est une conséquence directe de la guerre du Viêt Nam. Après avoir d'abord trouvé refuge en Californie, notamment à Fresno, les Hmong se sont déplacés vers le Minnesota (dans les villes « jumelles » de Saint Paul et Minneapolis) et d'autres régions du Midwest, principalement pour des raisons économiques. Comme beaucoup d'autres communautés originaires d'Extrême-Orient, les Hmong témoignent d'une bonne intégration dans le système économique et éducatif des États-Unis.

Démographie

Le nombre d'habitants dans la diaspora hmong est estimé entre 4 et 5 millions. Les Hmong établis au Laos représentent 7,9 % de la population laotienne, soit environ 438 300 personnes selon le recensement laotien de 1989.

Agriculteurs montagnards itinérants et éleveurs de bétail propriétaires de petites parcelles, les Hmongs ont été nombreux à refuser la collectivisation et la sédentarisation forcée voulue par les communistes laotiens, au point que certains se sont engagés contre ces derniers aux côtés des Français, puis des États-Unis après la défaite française. Pendant la guerre du Viêt Nam, une guérilla hmong armée par la CIA s'oppose aux autorités communistes du Laos : c'est le « conflit hmong », mais tous les Hmong n'ont pas combattu contre le *Pathet Lao* et certains y ont au contraire participé, par exemple le président de l'assemblée nationale laotienne, Faydang Lobliayao.

À la suite de ces conflits, à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, une partie non quantifiable de la guérilla Hmong s'est réfugiée dans la jungle dans la zone de Xaysomboun, traquée par les armées laotienne et vietnamienne, pour avoir « aidé les impérialistes ». En 2005, ils n'étaient plus que 8 000, contre plus de 30 000 une dizaine d'années plus tôt.

Dans la province de Xieng Khouang, au Laos, la population hmong a été victime du plus intense bombardement de populations civiles du XX^e siècle depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'aviation américaine, bombardait la piste Hô Chi Minh dans les années 1970. On estime les victimes à plus de 20 000 victimes et les bombes à sous-munitions non explosées continuent à tuer depuis la fin de la guerre.

À l'issue de la guerre civile laotienne conclue par la victoire du régime communiste en mai 1975, un nombre important de Hmong fuit le Laos pour se rendre dans un premier temps dans des camps de réfugiés situés en Thaïlande, avec l'ouverture du camp militaire *Namphong* pour l'accueil des premiers réfugiés laotiens, dont les Hmong, le 10 mai 1975. Leur nombre est tel qu'en 1976, s'ajoutent les camps de réfugiés supplémentaires de Ban-Vinai, Non-Khai, Poua, Ubone, Outradith et Chiang-Khang.

Entre 1975 et 1978, des avions gros-porteurs récupèrent une partie des réfugiés politiques Hmong, qualifiés de « guérilleros de la liberté victimes d'un génocide » par la presse occidentale et de « traîtres, laquais de l'impérialisme colonial et américain » par les autorités laotienes. Ils sont répartis dans des pays d'accueil comme les États-Unis, la France (notamment en Guyane) et l'Australie.

Aujourd'hui, les survivants du peuple Hmong sont intégrés à la vie laotienne ou thaïlandaise (régions du Lanna au Nord et de l'Isan à l'Est).

En Chine, près de 3 millions de locuteurs hmong y vivent, répartis dans les provinces du Sichuan, Guizhou, Yunnan et Guangxi, recensés par les linguistes chinois dans plus de 42 préfectures.

La diaspora Hmong se partage entre les États-Unis, le Canada, l'Australie, l'Allemagne, l'Argentine et la France (estimation à 30 000), dont environ 2 000 en Guyane française. La majeure partie vit encore en Asie du Sud-Est, principalement en Chine et au Viêt Nam, mais aussi au Laos, en Thaïlande et en Birmanie.